

# NOTRE AFRIK



ACTUALITE EDITORIAL MONDE LU DANS LE MAGAZINE BLOG EN VENTE CONTACT

## Tribune: Ils ne croient pas en l'avenir!

Fév 23, 2016 ACTUALITE, ECONOMIE 0 Comments



Ceci est une tribune de Carlos Lopes, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies. Titulaire d'un doctorat en histoire de l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne), ainsi que d'un master de recherche obtenu à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève, il a d'abord servi dans la Fonction publique de son pays d'origine, la Guinée-Bissau, dans les domaines de la recherche, de la diplomatie et de la planification, avant de rejoindre le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et les Nations Unies où il a occupé de hautes fonctions.

« À n'en pas douter, l'effet domino de la forte réduction de leurs taux d'intérêt par cinq banques centrales – à savoir celle du Danemark, celle de la Suisse, la Banque centrale européenne, la banque du Japon et, plus récemment, celle de la Suède – pour les ramener à des niveaux négatifs a fait frissonner plus d'un. Considérée comme une tentative désespérée pour stimuler la croissance en encourageant les dépenses et pénalisant l'épargne, l'instauration de taux d'intérêt négatifs s'explique en fait beaucoup plus par la non-viabilité d'un modèle de dépenses publiques conçu pour une courbe démographique qui n'existe plus.

On voit apparaître aujourd'hui une population vieillissante comprenant un nombre insuffisant de personnes actives. De plus, celles-ci n'ont qu'une faible productivité. Cela étant, le monde semble être tiraillé par la peur psychologique d'une autre crise mondiale de la dette qui se profile à l'horizon, ce qui n'est guère surprenant. En effet, les analystes et les autorités politiques refusent de discuter de l'évolution de la population, la réalité étant très difficile à concilier avec le populisme et leurs intérêts de courte durée.

Depuis une dizaine d'années, la croissance semble se déplacer vers les économies émergentes, mais tout à coup les pays membres des BRICS – à une exception près, à savoir l'Inde – se sont engouffrés dans les mêmes modèles auxquels ils s'opposaient. Ce n'est donc pas par hasard que ces pays eux aussi, à l'exception de l'Inde justement, vont voir diminuer leur population active dans un proche avenir.

Dans ce tourbillon, la croissance devra cependant venir de quelque part. En Afrique, elle est tirée par des investisseurs qui recherchent de gros bénéfices et des débouchés qu'offrent un certain nombre de grandes tendances, notamment le nombre appréciable des consommateurs qui sera

presque égal à celui de l'ensemble de la population des Amériques et de l'Europe à l'horizon 2025, la progression de la classe moyenne conjuguée à une urbanisation rapide qui engendre des consommateurs enthousiastes dont les dépenses devraient s'élever à environ 1 000 milliards de dollars à l'horizon 2020 et l'existence d'une population jeune qui constituera plus d'un quart de la



Edito



Europe, où sont tes

Fév 06, 2016 0 Comments

Serge Mathias Tomono de la démission, le 27.

Blog



Yahia Belaskri: l'énf

Mossaab

Fév 19, 2016 0 Comments

Le poète italien Dante (1265-1321) a écrit La.

### Archives

#### février 2016

L	M	M	J	V	S
1	2	3	4	5	6
8	9	10	11	12	13
15	16	17	18	19	20
22	23	24	25	26	27
29					

« JAN



population active mondiale à l'horizon 2050.

En plus des réformes que l'Afrique a entreprises, son secteur financier est parvenu à maturité et suscite dès lors un grand intérêt pour ses obligations souveraines, lesquelles sont aujourd'hui au cœur de la réflexion sur la viabilité de la dette du continent. Cette évolution, en particulier, fait naître des rumeurs sur l'imminence d'une nouvelle crise de la dette en Afrique. Selon sa définition communément admise, la viabilité de la dette s'entend de la possibilité pour un pays de s'acquitter de ses obligations présentes et futures en matière de service de la dette en entier sans recourir à des mécanismes d'allègement de celle-ci, sans solliciter son rééchelonnement ou sans accumuler d'arriérés.

Il importe de replacer l'endettement antérieur de l'Afrique dans son contexte. Contrairement à l'idée répandue que beaucoup voudraient faire admettre, le surendettement que l'Afrique a connu autrefois n'était pas seulement le fruit de la mauvaise gouvernance, de la corruption ou des conflits qui y régnaient. Il était également dû à la géopolitique de la guerre froide, à la médiocrité des politiques budgétaires des pays industrialisés, à leurs taux d'intérêt réels négatifs qui incitaient les pays en développement à emprunter avec frénésie, ainsi qu'à la facilité d'accès au crédit – en particulier pour les pays exportateurs de pétrole – qui, à la lumière des événements ultérieurs, aidait vraisemblablement les pays industrialisés à s'adapter aux deux chocs pétroliers des années 70.

Une interminable récession mondiale est venue provoquer l'effondrement des marchés et des cours des produits de base. Les fluctuations des taux de change ont fait gonfler les dettes de l'Afrique libellées en dollar. Comme si ce cocktail explosif ne suffisait pas, les politiques protectionnistes en vigueur sur les marchés mondiaux ont entravé les efforts de l'Afrique pour échapper au piège de l'endettement.

La charge du service de la dette étant devenue trop lourde, un cercle vicieux s'est créé : les pays africains contractaient de nouveaux prêts pour rembourser les anciens. De fait, ils dépensaient plus pour assurer le service de la dette que pour toute autre catégorie de frais ou d'investissement. En 2012, ils consacraient encore environ 10 % de leurs recettes d'exportation au service de la dette extérieure, ce qui constituait une amélioration par rapport aux plus de 40 % des années 90.

Chose intéressante, le ratio de la dette extérieure totale au PIB du continent est en fait en baisse depuis le consensus de Monterrey de 2002 qui a enclenché le processus d'allègement de la dette par l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (initiative PPTE) et l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM). Grâce à ces deux mécanismes, la dette extérieure de 35 pays africains a été annulée à hauteur de 100 milliards de dollars.

La dette extérieure totale de l'Afrique dépasse 30 % de son PIB depuis 2010 et, selon les projections, devait atteindre 37,1 % avant la fin de 2015. Toutefois, le ratio de la dette extérieure nette au PIB n'est que de 1 %, ayant même été négatif depuis 2006 en raison des réserves internationales de l'Afrique. Par exemple, celui de l'Algérie se chiffre en moyenne à -82,3 % depuis 2010.

En ce qui concerne le ratio de la dette publique totale au PIB de l'Afrique, les chiffres stagnent au-dessus de 30 % depuis 2006 et ont progressivement augmenté entre 2010 et 2014. Évalué à 38 % en 2014, le ratio reste quand même plus faible qu'au cours des décennies précédentes. En outre, ce niveau d'endettement est comparable à celui d'autres pays en développement et bien inférieur à celui des économies avancées. Par exemple, la dette totale des pays membres de l'OCDE s'élevait à près de 80 % de son PIB en 2008 et était censée atteindre 111,2 % en 2015. Avec un ratio PIB/endettement de 230 %, le Japon est le pays le plus endetté du monde.

D'où vient alors que d'aucuns parlent de pression de la dette ?

Avant 2009, les obligations souveraines émises par les pays africains étaient négligeables. Aujourd'hui, leur montant s'élève à plus de 18 milliards de dollars. Ce chiffre ne revient cependant pas à dire que des gouvernements incompetents sont en train d'accumuler des dettes à des niveaux intenable, mais plutôt que des emprunteurs raisonnables profitent de la faiblesse des taux d'intérêt pour financer leur croissance. Le mal a été de ne pas tenir compte de la volatilité des taux de change et des marchés des changes. Les États africains devraient perdre jusqu'à 10,8 milliards de dollars, soit l'équivalent de 1,1 % du PIB de la région, sur les obligations souveraines qu'ils ont émises en 2013 et 2014, principalement à cause des risques de change.

L'évolution des fondamentaux macroéconomiques, tels que l'effondrement des cours des produits de base, peut aussi influencer considérablement sur la dette souveraine. Celle-ci est tirée par les politiques monétaires asynchrones des économies avancées et puissantes. Tout défaut de paiement est toujours périlleux. En effet, si les États peuvent remettre des dettes, les investisseurs privés ne le font certainement pas et fixent des conditions plus rigoureuses pour faire en sorte que les échéances soient respectées. Il n'existe aucun mécanisme cohérent permettant de gérer de futures crises de la dette souveraine.

Les mécanismes propres aux divers créanciers qui ont été utilisés pour faciliter les restructurations de la dette par le passé n'existent plus. Certes, le FMI a proposé un mécanisme de restructuration de la dette souveraine il y a plus de 10 ans, mais il n'existe toujours pas d'accord international sur

LES BOUTIQUES  
**CANAL+ 33** | free 475  
 Bbox 661 | neufbox 555 | numerique 288

### Newsletter

Email Address \*

Je m'inscris

**AFRICALLIA**  
 24-26 février 2016  
 400 entreprises attendues,  
 2 jours de rencontres B2B,  
 6 000 rendez-vous d'affaires

L'Afrique de l'Ouest ouvre ses portes à votre entreprise  
 Connect your business to the West African market

### ANNONCES

- 14 février 2016  
**Appel à candidatures pour le Prix Roi**  
 La Fondation Roi Baudouin a le plaisir de vous annoncer le lancement de l'appel à candidatures
- 19 janvier 2016  
**AFRICALLIA: Le 1er forum ouest africain**  
 Ouagadougou, la Capitale du Burkina Faso, abritera du 24 au 26 février 2016, la 4ème édition
- 15 janvier 2016  
**Au menu de Notre Afrik n°62 (Janvier)**  
 BURKINA FASO Les travaux d'Hercule de Roch Kaboré Relancer l'économie, raffermir l'autorité

### VIDEO



Connexion

Pour utiliser les modules sociaux, vous devez utiliser Fac

### Derniers articles



Burundi: cinq chefs d'Etats arrivent en sapeurs-...  
 📅 Fév 25, 2016 0  
 Commentaires



Sénégal: la campagne pour le référendum débute le 12...  
 📅 Fév 25, 2016 0

ce sujet. Tout le monde s'accorde à dire que les règles en vigueur sont trop favorables aux créanciers, mais que la meilleure solution ne serait pas de pousser à la conclusion d'un accord international trop favorable aux emprunteurs. Tout accord mondial devrait donc établir un juste équilibre entre les créanciers et les emprunteurs .

En fin de compte, l'endettement va s'aggraver dans les pays ayant un faible niveau de discipline budgétaire et ceux qui empruntent excessivement, mais ne pensent guère aux remboursements. Chaque État doit renforcer ses capacités de gestion de la dette et être soumis à l'obligation de rendre compte de l'emploi des fonds empruntés. À cet effet, tout projet d'emprunts nouveaux doit être examiné dans le cadre d'une stratégie générale de gestion de la dette souveraine à moyen terme.

Enfin, il y a lieu de faire preuve de souplesse dans la fixation des plafonds de la dette et l'évaluation de celle-ci. Les pays africains ne doivent pas être soumis à des contraintes ou des privations excessives. La viabilité de la dette ne peut être assurée que si toutes ses composantes sont traitées de façon globale lors de sa restructuration et si un mécanisme clair est mis en place pour amener toutes les parties prenantes à trouver un consensus sur les moyens de combler les failles de l'architecture financière. Il sera difficile aux pays riches de l'accepter, à moins qu'ils ne s'attaquent à leurs problèmes structurels réels créés par le vieillissement de la population.

Si la solution consiste à payer les banques pour qu'elles conservent l'argent, les pays de l'OCDE montreront qu'ils ne croient pas en l'avenir. L'Afrique ne peut s'offrir ce luxe. »

 Carlos Lopez

« Crise au Burundi: Ban Ki-moon vient prôner le dialogue

Présidentielle au Tchad: Kebzabo se lance dans la course »

#### Articles liés



Dlamini-Zuma : mieux vaut tard que...

 Nov02, 2014 0 Commentaires



Burundi: cinq chefs d'États...

 Fév25, 2016 0 Commentaires



Sénégal: la campagne pour le...

 Fév25, 2016 0 Commentaires



Présidentielle au Congo: 9...

 Fév24, 2016 0 Commentaires



Afrique du Sud: un budget de «crise»...

 Fév24, 2016 0 Commentaires



 Fév24, 2016 0  
Commentaires



Présidentielle au Congo: 9 candidatures validées par la...

 Fév24, 2016 0  
Commentaires



Afrique du Sud: un budget de «crise» avec hausse des...

 Fév24, 2016 0  
Commentaires



Grands Lacs: Joseph Kabila plaide pour l'intégration...

 Fév24, 2016 0  
Commentaires

0 Commentaires notreafrik.com

 S'identifier ▾

 Recommand

 Partager

Les meilleurs ▾



Partager la discussion sur  
Commencer la discussion...

Soyez le premier à commenter.

AUSSI SUR NOTREAFRIK.COM

QU'EST-CE QUE C'EST?

### Le taux de pénétration de la téléphonie mobile en Afrique

1 commentaire • il ya un an

wapeduc — Le mobile, objet d'apprentissage "WapEduc: l'école en poche, l'école nomade "

### Timbuktu, un hymne à la tolérance et à l'espérance !

1 commentaire • il ya un an

blaise ethodet nkake — merci pour cet edito ; l'espoir de la renaissance ne passerait il pas par l'art?

### RDC – Le M23 s'apprête à participer au dialogue en tant que parti

1 commentaire • il ya 3 mois

Job Simeon — Selon un rapport des enquêteurs de l'ONU datant de 2013,85% des combattants du M-23

### Mali – La Chine fait un don de 18 milliards de FCFA à Bamako

1 commentaire • il ya un an

JAM — voyons combien de ces milliards vont effectivement contribuer au développement de l'économie



Ajoutez Disqus à votre site web ! Add Disqus Add